

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/W/517

3 juillet 2002

(02-3730)

Comité des subventions et des  
mesures compensatoires

Original: anglais

## QUESTIONS LIÉES À LA MISE EN ŒUVRE RENVOYÉES AU COMITÉ PAR LES MINISTRES

Examen par le Comité SMC des dispositions de l'Accord sur les subventions et  
les mesures compensatoires concernant les enquêtes en matière  
de droits compensateurs

Questions complémentaires posées par les COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES  
au BRÉSIL et à l'INDE

La Délégation permanente de la Commission européenne a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 2 juillet 2002.

1. S'agissant de la proposition du Brésil sur la période d'octroi des subventions pour les biens d'équipement: le Brésil peut-il expliquer dans quelles conditions l'utilisation de la période d'amortissement spécifiée dans la législation nationale ne serait pas requise?
2. À propos de la proposition du Brésil sur les dispositions *de minimis*: le Brésil peut-il confirmer que cette proposition concerne uniquement les systèmes rétroactifs de recouvrement des droits et non les systèmes futurs?
3. S'agissant de la proposition de l'Inde sur l'ajustement automatique des droits compensateurs en cas d'abandon des régimes de subvention:
  - a) L'Inde peut-elle indiquer si, selon cette proposition, l'"abandon" des régimes de subvention concernerait uniquement l'annulation du régime en tant que tel - c'est-à-dire pour tous les bénéficiaires ou s'il concernerait également le cas dans lequel l'exportateur demandant l'ajustement n'est plus admis à bénéficier des subventions (par exemple parce que les critères applicables ont changé)?
  - b) Pourriez-vous donner des précisions supplémentaires sur la possibilité de rechercher si la subvention "n'a pas été formulée autrement dans le cadre d'un autre régime"? Cela concerne-t-il uniquement les cas dans lesquels le régime demeure inchangé quant au fond (par exemple, la forme de la subvention n'a pas changé), mais seul le nom du programme change ou cela concerne-t-il aussi les cas dans lesquels le fonctionnement du (des) programme(s) fait l'objet d'une modification de fond (par exemple, un régime de subvention est aboli, mais la société peut désormais bénéficier d'une exonération fiscale)?